

## L'ESPAGNE ENTRE LE MAGHREB ET L'EUROPE

### IMAGINAIRE ET INTERFÉRENCES DE L'OPINION DANS LA POLITIQUE MAGHRÉBINE DE L'ESPAGNE

Bernabé LOPEZ GARCIA

Un maître dans l'analyse historique des relations internationales espagnoles, José María Jover, signalait qu'il existe une conscience historique, une façon spéciale de percevoir, de se forger des images de nos voisins qui vont au-delà des différentes couches sociales et culturelles et qui agissent comme « décantation d'une expérience historique prolongée » (1), dans des processus de longue durée. Parmi ces « images » ou clichés, l'auteur soulignait le mythe de la grandeur passée, la Péninsule vue comme un monde à part et la polarisation dans le sud du concept de « frontière ». Les deux premiers stéréotypes sont entrés en crise comme le signalait Jover, entre les années trente et cinquante de notre siècle, mais le troisième va se renforçant et confirme sa vigueur dans l'imaginaire collectif après l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne en 1986. Le vieil antagonisme historique espagnol-maure redevient, d'après la définition même du Professeur Jover, la notion la « plus intensément socialisée dans la conscience historique des Espagnols ».

#### DE LA « BERBÉRIE » AU « GUËPIER RIFAIN »

Bien que la bibliographie espagnole ait dépassé le concept de « Reconquête » et que les huit siècles de permanence des Arabes dans la Péninsule Ibérique ne se voient plus comme l'hostilité permanente entre chrétiens et musulmans, l'imaginaire collectif espagnol a maintenu ce cliché jusqu'à nos jours. Le cliché d'ailleurs refait surface au moment des crises, sous les divers aspects de l'hostilité, voire du racisme, qu'il s'agisse d'accords de pêche, de contentieux territoriaux (Ceuta et Melilla), de l'immigration clandestine et de la Loi sur les Etrangers ou de la question du Sahara.

Entre la vision de Bernardo Pérez de Chinchón qui en 1532 disait que « los alarabes en Berveria (...) son gente barbara sin ley, sin rey, sin paz, sin criança, sin asiento cierto, oy aqui mañana alli ; gente traydora y la-

(1) Voir José María Jover, « La percepción española de los conflictos europeos : notas históricas para su entendimiento », *Revista de Occidente* (57), Madrid 1986, pp. 13-42.

drona, untada del vicio de somodia como todos los mas moros de Africa lo son » (2) et celle de l'orientaliste Francisco Javier Simonet au XIX<sup>e</sup> siècle qui disait que les Arabes marocains « mas que hombres son fieras, entonces en verdad no puede aprovecharles el derecho de gentes que no conocen, así como las leyes privan a los furiosos de ciertos derechos civiles » (3) il n'y a pratiquement pas de différence malgré les trois siècles écoulés. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les désastres du Barranco del Lobo (1909) et d'Anual (1921) serviront pour confirmer cette vision dans l'imaginaire collectif. Ainsi, la « Berbérie » de l'Age Moderne, « l'Afrique » du XIX<sup>e</sup> siècle, le « Maroc espagnol » du franquisme sont des synonymes de « frontières » dans la perception espagnole et, partant, reflètent le vieil antagonisme hispano-maure (4).

### IMAGINAIRE COLLECTIF ET POLITIQUE EXTÉRIEURE

Ces perceptions collectives, sous-jacentes dans l'imaginaire social, sont le reflet d'idéologies autrefois dominantes qui se perpétuent dans de larges groupes humains. Bien entendu que les élites ont élaboré d'autres perceptions plus en accord avec la réalité des intérêts d'État de groupes déterminés, moins influencées par ces visions stéréotypées. Mais ce qu'il nous intéresse de constater, ce sont les clichés qui se forment et qui conditionnent, le moment venu, le domaine de la politique extérieure, celui où justement tendent à se projeter – et à se conjuguer – les différentes perceptions de l'entourage. Ce que l'on entend communément par opinion publique est une synthèse des raisonnements de la collectivité (dans le domaine du conscient) et de stéréotypes (dans le domaine de l'inconscient) qui, en rapport dialectique, prennent forme de façon autonome, sont capables d'influencer politiquement mais à la fois sont susceptibles d'être influencés, conditionnés ou manipulés (5).

(2) Dans *Libro llamado Antialcoran, que quiere dezir contra el Alcoran de Mahoma, repartido en veynte y seys sermones. Compuesto por el maestro B.P. Ch., canónigo de Gandia, obra muy sutil y provechosa, para instrucción de los nuevamente convertidos, y para la consolación de todo fiel Christiano*, Valencia 1532, cité par Miguel Angel de Bunes Ibarra, *La imagen de los musulmanes y del Norte de Africa en la España de los siglos XVI y XVII. Los caracteres de una hostilidad*, C.S.I.C., Madrid 1989, p. 104.

(3) « Del derecho de guerra y conquista », *La América*, 14 (24 septembre 1859), pp. 3-4. Il est peut-être inutile de souligner la date à laquelle ceci fut écrit, en pleine guerre hispano-marocaine. On pourrait objecter qu'on a choisi un des penseurs les plus intégristes du XIX<sup>e</sup> siècle espagnol. Mais dans le secteur idéologiquement opposé, des personnalités tel Emilio Castelar qui deviendra Président de la Ière République, qualifiait dans le même numéro de la revue les marocains de « peuple inculte, prostré dans l'humiliante dégradation du fatalisme, qui a perdu avec l'idée du juste, la notion de la liberté et de la dignité humaines, sans lesquelles les peuples ne peuvent exister ». Sur ce sujet, voir mon article « F.J. Simonet ante el colonialismo (1859-1863). Unos artículos en *La América* », in *Cuadernos de Historia del Islam*, 1 série miscellanée (1971), pp. 159-178.

(4) Cf. à ce propos l'ouvrage de Maria Rosa de Madariaga, « Arabes y españoles : complicidades y recelos mutuos », dans *Revista Internacional de Sociología*, 46, 4 (octobre-décembre 1988), pp. 509-520.

(5) Sur le sujet des rapports entre opinion publique et relations internationales, voir l'étude de Pierre Milza, « Opinion publique et politique étrangère » dans l'ouvrage collectif *Opinion publique et Politique extérieure (1870-1915)*, Ecole Française de Rome, Rome 1984, pp. 163-187. C'est aussi dans cet ouvrage qu'Émile Témime publie son étude sur « L'opinion publique espagnole devant les rivalités coloniales en Afrique (1880-1914) », pp. 385-396 et Victor Morales Lezcano, « La opinión pública en Francia y el Frente Popular en España », pp. 383-428.

L'opinion publique, l'imaginaire collectif, ont-ils influencé la conception et l'élaboration de la politique maghrébine de l'Espagne ? A-t-on vu, au contraire, l'opinion publique guidée ou conditionnée par la politique extérieure ? Si toutefois on peut répondre positivement à la première question, l'opinion publique a-t-elle interféré ou au contraire, a-t-elle contribué à renforcer ou à déterminer les relations extérieures ? Ce sont des questions auxquelles cette communication veut tenter de répondre.

### LES ÉTAPES POLITIQUES DU RAPPORT AVEC LA FRONTIÈRE MÉRIDIIONALE

Les rapports de l'Espagne avec sa frontière méridionale ont connu diverses étapes depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette frontière, qui à l'époque du grand empire atlantique comptait à peine, devient, lors de la « petite monarchie euro-africaine post-98 », son « centre de gravitation stratégique » (6). Il faudra attendre la période moyenne du franquisme, mais surtout la restauration de la démocratie, pour que les centres d'intérêt se déplacent, cette fois-ci vers l'Europe, et que la frontière sud retrouve un rôle secondaire.

#### 1. - UN MODÈLE - ANCIEN RÉGIME - DE RELATIONS

L'étape qui va de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1844 a été considérée comme le « modèle ancien régime » des relations (7). Durant cette période, les relations hispano-marocaines ont été marquées par trois clés de voûte : la consolidation de la paix, l'établissement de règles du jeu dans les domaines militaire et commercial et le règlement de tous les enjeux par une série d'accords (8). La pêche, les présides, le commerce impliquent des liens qui découlent de la volonté d'entente entre voisins que reflètent les divers Traités de « paix et de commerce » de 1767, 1780 et 1799 (9).

Bien que les Bourbons aient récupéré l'espace méditerranéen comme scène politique – le besoin de se rapprocher du Maroc dans leur stratégie anti-britannique y intervient – on peut observer certaines hésitations autour de la survivance ou non des présides qui arrivent à suggérer les premières

(6) José María Jover Zamora, « Tradiciones y utopías para una política exterior », Prologue au volume XXXIV, p. CXXXV de *Historia de España* dirigée par Ramón Menéndez Pidal.

(7) Voir Vicente García Franco, « Orígenes contemporáneos de la política exterior española en Marruecos, 1800-1845 (Esbozo y apuntes para un estudio) », dans *Aurag*, IX (1988), pp. 37-66.

(8) Voir Victor Morales Lezcano, « La estructura de las relaciones hispano-marroquíes en el siglo XIX », dans *Aurag*, 5-6 (1982-3), pp. 205-219.

(9) Sur les relations de l'Espagne avec les régences du Nord de l'Afrique, voir Mariano Arribas Palau, « La mediación de Marruecos entre España y Trípoli en 1784 », dans *Almenara*, 10 (1976-77), pp. 49-82 ; Mikel de Epalza et Abdelhakim El-Gafai, « Relations espagnoles au XIX<sup>e</sup> siècle. Documents et synthèse », dans *Cahiers de Tunisie*, XXVI, 101-102 (1978), pp. 183-216 ; et Mikel de Epalza et Juan Bta. Vilar, *Plans et cartes hispaniques de l'Algérie. XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Instituto Hispano-Arabe de Cultura, Madrid 1988.

idées de permutation ou cession (10). Le problème perd de son importance dans l'opinion publique, une importance que l'on retrouve à peine dans des écrits de circonstance qui prennent la réalité maghrébine plus comme un prétexte pour dénoncer les « maux de la patrie » que comme objet d'intérêt par soi-même. C'est dans ce contexte que se produit la version espagnole des *Letras Persanes* de Montesquieu, les *Cartas marruecas* de José Cadalso (1774) qui se font écho de l'Ambassade de Sidi Ahmed el Ghazali en 1766 (11).

## 2. — LA TRANSITION PRÉCOLONIALE : LE RÉVEIL DE L'OPINION

Entre 1837 et 1860 se situe la seconde étape, que l'on peut considérer comme étape précoloniale. En fait, elle prolonge une autre étape de transition, surgie de la crise du début de siècle, qui trouve dans les propos *abandonistas* (défaitistes) (12) sur les « Rochers mineurs » (Melilla, Alhucemas, Vélez de la Gomera) des « manifestations sensibles de la faillite d'un modèle politique de relations » (13). Mais c'est justement dans cette période qu'émerge une idéologie expansionniste qui trouve chez Estébanez Calderón et Cánovas del Castillo d'une part et chez Castelar de l'autre, ses porte-parole.

Après l'occupation française de l'Algérie en 1830, les présides se perçoivent comme lieu d'expansion dans une zone d'influence et comme justification du rôle à jouer dans la zone.

Serafin Estébanez Calderón, Auditeur Général de l'Armée et écrivain de mœurs romantique, peut être considéré comme l'un des premiers à s'occuper de sensibiliser l'opinion publique vis-à-vis du rôle que le Maroc devrait jouer dans la politique espagnole. En 1844, il publie son *Manual del Oficial en Marruecos*, ou *Cuadro geográfico, estadístico, histórico, político y militar de aquel Imperio* (14), avec la prétention évidente d'offrir l'outillage de base pour le personnel — fondamentalement militaire — qui, par quelque éventualité des relations avec le Nord de l'Afrique, aurait à jouer un rôle colonisateur.

(10) L'ouvrage classique sur les relations hispano-marocaines au XVIII<sup>e</sup> siècle est celui de Vicente Rodríguez Casado, *Política marroquí de Carlos III*, C.S.I.C., Madrid 1946, bien qu'ultérieurement soient parus d'autres intéressants apports ponctuels dont le plus important est celui de Ramón Lourido Díaz, *Marruecos y el mundo exterior en la segunda mitad del siglo XVIII*, Instituto de Cooperación con el Mundo Árabe, Madrid 1989. Bien que centrée sur la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il faut signaler l'ouvrage de Diego Sevilla Andrés, *África en la política española del siglo XIX*, Instituto de Estudios Africanos, Madrid 1960, dont le premier chapitre résume la politique africaine des premiers quarante ans du XIX<sup>e</sup> siècle. Il recueille les projets de 1801 et 1811 pour la cession ou la vente des présides mineurs au Maroc. Voir pp. 29-36.

(11) A propos de l'opinion publique et de la politique africaine au XVIII<sup>e</sup> siècle, José María Jover, dans son étude *Política mediterránea y política atlántica en la España de Feijóo*, Cuadernos de la Cátedra Feijóo, Universidad de Oviedo 1956, p. 99, signale « l'abondante production littéraire que produit » la conquête d'Oran en 1732 et « la déception de l'opinion publique lorsque celle-ci ne fut pas complétée par celle d'Alger ». Je veux signaler que José Cadalso, militaire, tenta de s'enrôler dans l'expédition de 1775 à Alger et mourut lors du blocus de Gibraltar en 1782.

(12) Dans ma communication « El Estrecho de Gibraltar, Marruecos y el patriotismo abandonista en España. 1800-1936 », in *Actas del Congreso Internacional « El Estrecho de Gibraltar »*, Ceuta 1987, tome III, pp. 265-275, je considérais « défaitiste » Pascual Madoz, auteur du *Diccionario Geográfico, Estadístico-Histórico*, Madrid 1846, où, sauf pour Ceuta, il convient de ce que « notre occupation de l'Afrique ne nous offre aucun avantage. Au contraire, elle est onéreuse pour notre trésor et peu glorieuse pour notre armée ». Voir l'Atlas en annexe du Dictionnaire.

(13) V. García Franco, *op. cit.*, pp. 46-47.

L'ouvrage est paru au moment de la crise politique et diplomatique entre le Maroc et l'Espagne (de mars 1844 à mai 1845), dans le cadre de laquelle le Gouvernement espagnol envoya un *ultimatum* au Sultan marocain dont l'issue fut la signature de l'accord de 1845 qui rétablissait les frontières de Ceuta. On a voulu voir dans cette crise et dans la nouvelle manière de l'aborder, le premier impact de l'occupation française de l'Algérie dans la politique espagnole, ainsi que « l'année germinale d'une attitude politico-internationale » qui voulait montrer la volonté espagnole d'être tenue en compte dans le concert nord-africain (15).

Dans ce rôle « d'illustrer et de prévenir l'opinion », Estébanez indique dans le prologue de son ouvrage : « nous croyons utile de familiariser le public avec quelques notions et nouvelles de ces pays, si proches de l'Espagne qu'on peut quasiment les toucher, si lointains aujourd'hui par l'éloignement de toute communication ou rapport que personne ne se souvient de s'être occupé d'eux, ni dans la lecture ni dans les études ». Raisons qu'il allègue pour justifier l'intérêt de la connaissance du Maroc : « Les liens d'autrefois entre les sorts de nos deux pays », « les possessions que nous y avons et parmi lesquelles nous en conservons », mais, avant tout, « l'avenir qui y est offert à notre patrie » (16). On devine donc que l'expansion vers le Maroc, produit inexorable du conflit entre « la civilisation et la barbarie », constitue cet « avenir de notre patrie et (...) le moyen le plus efficace d'attirer l'attention des partis vers un objet d'une envergure telle que sa force même suffirait pour faire disparaître les querelles, les haines et les misères qui nous divisent ». Intuition sans doute de ce que, quinze ans plus tard, Leopoldo O'Donnell mettrait en pratique avec la campagne africaine de 1859-60 pour laquelle la mobilisation de l'opinion publique fut un élément essentiel (17).

L'« opinion publique » fait donc preuve d'un intérêt pour la question africaine à partir de l'épisode de 1844 et veut influencer la politique. Livres, mémoires, commissions de recherche vont se succéder dans les années qui précèdent la guerre de 1859 et préparent le substrat idéologique de l'intervention. Crispín Ximénez de Sandoval réalisait, dans cette même année 1844, une mission en Algérie qui obéissait sans doute à l'idée qu'avec la conquête française « commençait un réajustement d'influences sur la rive africaine de la Méditerranée » (18). Sandoval lui-même concevait la création d'une commission pour rassembler tous les antécédents, documents et études, relatifs à la présence espagnole et portugaise en Afrique qui puissent servir de justification pour une expérience d'un nouveau type. La Commission fut

(14) Imprimerie de D. Ignacio Boix, Madrid.

(15) V. García Franco, *op.cit.*, pp. 58-59.

(16) Prologue, deuxième page.

(17) L'ouvrage d'Estébanez comprenait une description physique, économique, historique, politique et culturelle du Maroc, et il inclut aussi bien une justification des incidents qui ont donné lieu à la crise qu'un chapitre de « Voix et phrases nécessaires pour se faire comprendre en arabe ».

(18) Voir Victor Morales Lezcano, « La misión de Sandoval y Madero a Argelia (1844-45) (Datos para el conocimiento del africanismo español) », dans *VI Coloquio de Historia canario-africana*, Cabildo Insular de Gran Canaria, 1984, pp. 319-330. L'ouvrage de Sandoval fut édité en collaboration avec A. Madero y Rivero sous le titre de *Memorias sobre la Argelia, escritas por consecuencia de la Comisión que de Real Orden pasaron a aquel país en el año 1844*, Imprenta Rivadeneyra, Madrid 1853.

créée en 1853. Intégré par Sandoval, l'arabisant Pascual de Gayangos et le bibliothécaire du Ministère de la Guerre, Francisco González de Vera, son but de « préparer l'opinion » ne fut pas accepté par l'Administration qui ne vit pas l'aspect utilitaire du projet, le jugeant simplement intéressant du point de vue de l'histoire, supprimant tout financement un an après le début des travaux.

La question algérienne attirait à la même époque l'attention de M. Malo de Molina (19) et plus tard de Francisco Zavala (20). Cependant, le Maroc commençait à se dessiner comme la « scène » naturelle d'une hypothétique et future expansion. Ainsi le confirme l'ouvrage d'Antonio Cánovas del Castillo, neveu d'Estébanez Calderón, *Apuntes para la historia de Marruecos* (21), dont l'idée centrale est que « la frontière naturelle de l'Espagne du côté du Midi n'est pas cet étroit canal qui rassemble les deux mers, mais la chaîne de l'Atlas, contrepesée aux Pyrénées » (22). L'Espagne, assurait Cánovas, avait encore une chance de devenir une grande nation continentale et maritime qui s'étendrait par la côte africaine voisine : « Il s'agit pour nous d'une question de vie ou de mort : il ne faut pas l'oublier, il ne faut pas détourner les yeux, le jour où nous devons nous y résoudre, si nous ne lui prêtons pas d'attention, d'autres se chargeront de le faire et ils le feront de bon gré » (23).

### 3. - LE - MODÈLE COLONIAL - : RECUEILLEMENT, COLONISATION, AFRICANISME ET ANTICOLONIALISME

La guerre de 1859-60 inaugure un modèle de relation avec le Maroc, le modèle « colonial » ou « contemporain » (24) qui devait durer pratiquement un siècle, jusqu'à l'indépendance du Maroc. Il faut cependant souligner le caractère résiduel du rôle colonial joué par l'Espagne au Maroc. Subordonnée aux deux grandes puissances coloniales du moment, aussi bien l'essai d'expansion que supposait cette guerre, et qui ne trouva pas de possibilité d'enracinement (l'évacuation du territoire dans les plus brefs délais, se produit sous l'indication de l'Angleterre), que les « droits historiques » qui serviront de prétexte plus tard pour la concession d'un protectorat-bouchon au Nord

(19) *Viaje a la Argelia. Descripción geográfica y estadística del Africa francesa, del desierto y de los árabes, consus usos, costumbres, religión y literatura*, Imprenta Ferrer de Orga, Valencia 1852.

(20) *La Bandera española en Argelia desde 1500 a 1791*, Imprenta de Gojoso, Alger, 1885, 3 volumes. Sur ce personnage républicain réfugié en Algérie, voir les études de T. Yacine, « La communauté espagnole en Algérie à la veille du xx<sup>e</sup> siècle » et de Juan B. Vilar, « La presse espagnole en Algérie (1880-1931) » dans J. Déjeux y D.H. Pageaux (éditeurs), *Espagne et Algérie au xx<sup>e</sup> siècle. Contacts culturels et création littéraire*, L'Harmattan, Paris 1985, pp. 41-52 et 53-66.

(21) Madrid 1852, réédité dans la revue *La América* entre le 8 Janvier 1860 et 8 Juin 1860.

(22) Première partie de l'ouvrage, publiée dans *La América*, 21 (8-1-1860), p.7. Dans la biographie de son oncle que Cánovas publia, *El Solitario y su tiempo*, Madrid 1883, pp. 125-126, il recueille cette citation, tout en indiquant qu'elle fut motivée à l'époque « par des désirs de guerre et de conquête ».

(23) *La América*, (8 Juin 1860), p. 8.

(24) Voir V. García Franco, *op. cit.*, p. 56. Pour cet auteur, la naissance de ce modèle de relations doit se situer en 1844.

du Maroc, ne furent qu'une façade pour éviter le contrôle de la rive sud du Détroit de Gibraltar par la France.

Mais il faut tenir compte d'un fait : l'extension d'une opinion publique favorable au développement des relations avec le Maroc et même à la colonisation pacifique du territoire. Il ne s'agit plus d'une opinion directement influencée par la ferveur patriotique de la guerre de Tétouan (25), mais de l'effort de tout un groupe de publicistes (26) et de politiciens qui donneront de l'élan à la projection africaine de l'Espagne et prépareront l'atmosphère pour la colonisation qui, cependant, trouvera des résistances dans le domaine de la politique officielle, encline à un *recogimiento* (« recueillement ») car craignant de rompre le *statu quo* au Maroc (27). Des sociétés scientifiques, africanistes et colonialistes (28), constituent le fondement de l'opinion favorable à une action qui prétend renforcer des intérêts commerciaux (29) mais que la réalité économique de l'Espagne et l'enjeu des grandes puissances se chargeront d'entraver.

La politique officielle envers le Maroc, qui s'amorce avec la Restauration (1875) et qui va jusqu'à la guerre civile (1936-39), provient de cette volonté de « recueillement » de crainte de se voir impliqué peu à peu dans un conflit externe qui déchaîne à son tour des conflits internes. On a dit « ce sera notre participation au *statu quo* établi dans la région du Détroit, ce qui déterminera la position de l'Espagne jusqu'à, au moins, les années de la dernière guerre civile. Il s'agit finalement de la même trajectoire que la politique européenne. Voilà ce qui a mené les Espagnols à être obsédés par un conditionnement historique profondément ancré, par ailleurs, dans notre histoire nationale : la sécurité d'une frontière méridionale bien plus ouverte, internationalement plus fréquentée et plus sujette au conflit que la frontière

(25) Étudiée en profondeur dans l'ouvrage de Marie-Claude Lécuyer et Carlos Serrano, *La guerre d'Afrique et ses répercussions en Espagne (1859-1904)*, PUF, Université de Rouen, Paris 1976, pp. 13 à 226.

(26) Dans son étude citée plus haut, Émile Témime rassemble l'énorme production publiciste d'ouvrages sur le Maroc entre 1880 et les débuts du siècle d'auteurs tels que Manuel Pablo Castellanas, Manuel Llana, Emilio Bonelli, Miguel Blanco Herrero, Felipe Pérez del Toro ou Gonzalo de Reparaz.

(27) Sur ce groupe d'africanistes, voir aussi la troisième partie de M.C. Lécuyer et C. Serrano, *op. cit.*, pp. 227-292, ainsi que Victor Morales Lezcano, « Marroquistas española : 1884-1912. Un grupo de presión político », in *Almenara*, 10 (1976-77), pp. 83-90. De ce même auteur, voir le chapitre consacré à l'africanisme dans *España y el Norte de Africa : El protectorado en Marruecos (1912-56)*, UNED, deuxième édition, Madrid 1986.

(28) L'ouvrage de base pour l'étude de ces sociétés est celle de Tomás García Figueras, *Las acción africana de España en torno al 98*, 2 volumes, Instituto de Estudios Africanos, Madrid 1966. Voir également mes études partielles « España en Africa : génesis y significación de la decena de la prensa africanista del siglo XX », dans *Almenara*, 4 (1973), pp. 33-55 ; « La estrella de Occidente (1879-1893) y el Boletín de la Sociedad Unión Hispano-mauritánica (1894-1899) : prensa granadina hispano-marroquí », dans *Cuadernos de la Biblioteca Española de Tetuán*, 23-24 (Junio-Diciembre 1981), pp. 7-22 ; et « Ciencia y penetración pacífica : los trabajos de la Sociedad de Historia Natural (1901-1921) », dans *II Aula Canarias y el Noroeste de Africa*, Las Palmas de Gran Canaria 1986, pp. 341-360.

(29) Voir à ce propos « Discursos pronunciados en el meeting de la Sociedad Española de Africanistas y Colonistas celebrado en el Teatro de la Alhambra el día 30 de marzo de 1884 », publiés dans *Intereses de España en Marruecos*, réédition de J. Díaz de Villegas, Instituto de Estudios Africanos (C.S.I.C.), Madrid 1951. Francisco Coello, Joaquín Costa, Gabriel Rodríguez, Gumersindo de Azcárate, Eduardo Saavedra et José de Carvajal furent les intervenants de l'occasion et dans leurs discours on peut trouver les deux tendances de l'africanisme espagnol que signale V. Morales Lezcano dans « L'Africanisme espagnol au XIX<sup>e</sup> siècle » (*Actes du Colloque Réformisme et Société marocaine au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rabat, 1983, p. 443) : la tentation interventionniste et le courant paternaliste (partisan de la pénétration pacifique).

Nord » (30). Cette attention obsédante pourrait même être étendue à des périodes ultérieures, sans oublier les implications de la politique d'émigration des pays maghrébins vers la Communauté Européenne qui relance l'attention vive portée à la *frontière méridionale*.

Pendant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, deux positions s'opposent et cohabitent pour ce qui concerne l'action extérieure. D'un côté, le « recueillement » de Cánovas, à caractère conservateur, qui cherche à éviter de compliquer les alliances et problèmes extérieurs de l'Espagne. De l'autre, une certaine *ouverture vers l'extérieur* à caractère libéral, où la question marocaine gagne en importance et dont les tenants s'interrogent sur le *statu quo* (31). La première domine officiellement à partir de 1875, tandis que la seconde prendra le dessus dès 1887 et essaiera de conduire la politique extérieure vers un relatif alignement avec la Triple Alliance par le biais de l'Italie. Les groupes de pression *marocanistes* ou *africanistes* seront plus proches de la seconde.

Joaquín Costa lui-même, idéologue d'un marocanisme pacifiste sentant « la nostalgie hispanique de l'Afrique » ou croyant que « le Détroit de Gibraltar nous unit comme le ferait un fleuve » (32), était aussi conscient du fait que la pénétration – commerciale – au Maroc ne pouvait se mener à terme sans efforts de production et de travail. Il proposait de « faire une politique intensive avant d'entreprendre une politique extensive, compte tenu de ce que, pour longtemps encore, la meilleure de nos colonies sera la Péninsule ».

Il y avait encore un courant d'opinion, marginal, « survivant d'un autre âge », « note discordante qui se sépare de l'idée nationale » selon la définition de Costa qui y voyait « une minorité de *Campeadores* inédits et de *Pizarros* en herbe, vivant en plein roman moresque ou en pleine épopée du Cid » (33). L'écho de ce courant d'opinion dans les masses avait un succès assuré dans les moments de crise comme l'ont montré une fois de plus les événements de Melilla de 1893.

C'est aussi ce courant qui a pris la relève de ceux qui identifiaient la frontière méridionale à un foyer d'hostilité et rêvaient à ce que « le croissant tombe une fois de plus face au labarum de la Croix » (34).

(30) José María Jover, « La percepción española de los conflictos europeos... », p. 42.

(31) Sur la politique extérieure espagnole à l'époque de la Restauration, voir José María Jover, « Caracteres de la política exterior de España en el siglo XIX », dans *Política, diplomacia y humanismo popular en la España del siglo XIX*, Turner, Madrid 1976, pp. 83-138 ; Juan Carlos Pereira, *Introducción al estudio de la política exterior de España (siglos XIX y XX)*, Akal, Madrid 1983 ; ou José U. Martínez Carreras, « La política exterior española durante la Restauración (1875-1931) », dans Juan Bautista Vilar (Ed.), *Las relaciones internacionales en la España Contemporánea*, Murcia 1989, pp. 79-99. Pour la politique marocaine, l'ouvrage de Victor Morales Lezcano, *León y Castillo, Embajador (1887-1918) : Un estudio de la política exterior de España*, Las Palmas, 1975 est indispensable.

(32) Voir *Intereses de España en Marruecos*, cité, p. 11. On a beaucoup insisté sur cette idée. Voir à ce propos les déclarations de Hassan II dans une conférence de presse à des journalistes espagnols le 17 Janvier 1978. Voir *España en el pensamiento político de Hassan II*, Madrid, 1979, p. 39.

(33) *Ibid.*, p. 25.

(34) Tiré d'une homélie de l'Archevêque de Madrid-Alcalá, début Novembre 1893, cité dans mon article « La cruz y la espada. Opinión pública y cuestión de Marruecos » dans la monographie hors-série (Extra IX) d'*Historia 16* (1979) sur « España en Africa. Un siglo de fracaso colonial », pp. 35-48.



Le mouvement ouvrier depuis 1907 d'un côté et, dès 1909, les intellectuels critiques de gauche (Galdós, Ciges, Besteiro, Unamuno, Bernaldo de Quirós, Domingo, Azaña...), de l'autre, vont contribuer à répandre une autre image du Maroc, une image en principe solidaire (identifiant *patriotes et rifains*) sans pour autant dépasser la vieille conception du *danger du Sud*. Il est vrai qu'il s'agit d'une image plus nuancée du voisin méridional, mais les campagnes ouvrières lancées par le P.S.O.E. ou le P.C.E. continuent à reproduire le même schéma : le Maroc sera identifié à la *guerre* jusqu'à 1927 (35) et au-delà, il évoquera toujours la *violence* comme le rappellent les épisodes de la répression ouvrière des Asturies (1934) prise en charge par les troupes marocaines menées par Franco et *l'alzamiento* (soulèvement) préparé à Llano Amarillo (Kétama du Rif) par les militaires séditieux, amorcé à Melilla le 17 Juillet 1936 et qui passa dans l'imaginaire collectif de l'Espagne républicaine avec son image de marque africaine (36). La guerre civile a donc contribué à ce que Maria Rosa de Madariaga appelle « le retour du maure » perpétuant et affermissant l'image que l'on se faisait du marocain (37).

#### 4. — LA NOSTALGIE DE L'EMPIRE : UN MODÈLE DE RELATION A CONTRETEMPS

Dès les débuts des années trente, un courant d'opinion ultranationaliste commence à se développer, né d'une réflexion volontariste pour le dépassement de la décadence espagnole. Pour la plus grande part de l'opinion publique espagnole consciente, depuis la perte des colonies américaines, l'isolement « n'était pas la conséquence d'une politique pessimiste de « recueillement », mais une imposition de la double réalité espagnole et européenne » (38). Pour cette partie de l'opinion, les deux grandes puissances du

(35) Sur l'opinion ouvrière et la guerre du Maroc voir Maria Rosa de Madariaga, « Le Parti socialiste espagnol et le Parti communiste d'Espagne face à la révolte rifaine », dans *Abd el-Krim et la République du Rif. Actes du Colloque international d'études historiques et sociologiques (1973)*, Maspéro, Paris 1976, pp. 308-366 ; ainsi que B. López García, *El socialismo español y el anticolonialismo (1898-1914)*, Supplément de « Cuadernos para el diálogo », numéro 76, Madrid 1976. Voir également le dossier « El colonialismo español i l'Africa » de *L'Ateneu*, 28 juin 1980, spécialement l'étude d'E. Ucelay da Cal, « Les simpaties del nacionalisme català pels moro : 1900-1936 », pp. 29-40. Mais sans doute l'ouvrage le plus solide (bien que partiel pour la période traitée) est celui d'Andrée Bachoud, *Los españoles ante las campañas de Marruecos*, Espasa Universidad, Madrid 1988.

(36) Sur les conditions marocaines de la guerre civile espagnole, voir Miguel Martín, *El colonialismo español en Marruecos*, Ruedo Ibérico, Paris 1973. Il existe une traduction en arabe d'Abd al-Aziz al-Wadiyi, Ed. Manchurat al-till, Casablanca 1988. Une étude d'ensemble sur le Maroc et la guerre civile fait défaut, bien qu'il existe quelques approches utiles comme celle d'Abdelmajid Benjelloun : « La participación de los mercenarios marroquíes en la guerra civil española (1936-39) », *Revista Internacional de Sociología*, 46 (octobre-décembre 1988), pp. 527-542 ; ou « La retaguardia de Franco en peligro », *Historia* 16, 102 (octobre 1984), pp. 11-18. Benjelloun est l'auteur d'une thèse intitulée « Contribution à l'étude du mouvement nationaliste marocain dans l'ancienne zone Nord du Maroc (1930-1956) », Casablanca 1983. Le rôle des maghrébins qui participèrent du côté républicain est moins connu. Voir à ce propos Abdellatif Bensalem, « Les volontaires arabes dans les Brigades Internationales », dans *Utruhat*, 15 (1989), pp. 60-70. Voir aussi Nieves Parada, « Acción política y estancia española de Nayati Sidqi », dans *Temas Arabes*, 3 (1987), pp. 121-142.

(37) « Imagen del moro en la memoria colectiva del pueblo español y retorno del moro en la guerra civil de 1936 », *Revista Internacional de Sociología*, 46-4 (Octobre-Décembre 1988), pp. 575-599.

(38) José María Jover, « Caracteres de la política exterior de España en el siglo XIX », dans *Política, diplomacia y humanismo popular en la España del siglo XIX*, Turner, Madrid 1976, p. 133.

moment, la Grande Bretagne et la France étaient les responsables de la marginalisation internationale de l'Espagne. Des voix comme celles de Jerónimo Becker, professeur enseignant l'organisation du Protectorat dans la zone espagnole du Maroc, avaient contribué à former une opinion condamnant la stérilité du « recueillement », de la mentalité défaitiste (39). Ernesto Giménez Caballero (40), Ramiro Ledesma Ramos (41) et quelques autres forgeront les bases de « l'idéologie impériale », idéologie triomphant sous le régime du Général Franco. Il s'agit avant tout d'une vision anti-française de l'histoire, ce à quoi contribue la vieille idée présente dans l'imaginaire espagnol que l'action extérieure de l'Espagne contemporaine s'est écrite à la traîne de celle de la France. Depuis 1912, on avait le sentiment que notre Protectorat au Maroc n'était qu'une sous-location à la France. C'est d'ailleurs ce que traduisait l'humour de la presse du moment (42). Dans la vision de Giménez Caballero, la Seconde République elle-même était le produit d'un plan de balkanisation par lequel notre admirable ennemi prétendait nous phagocyter.

L'ouvrage-clé pour comprendre les idées de ce courant d'opinion qui allèrent jusqu'à devenir la position officielle au débuts du franquisme est celui de José María de Areilza et Fernando María Castiella, *Reivindicaciones de España*, qui se voulait « simple plaidoirie en faveur des droits de l'Espagne, méprisés, blessés à mort pendant plus de cent ans par la politique extérieure de Londres et de Paris » (43). Écrit au moment où la victoire des forces de l'Axe paraissait évidente, ce livre devient la bible de l'expansionnisme espagnol à travers le continent africain qui exigeait « l'incorporation à notre souveraineté de la région occidentale de l'Algérie et de zones de l'hinterland indispensables à nos possessions d'Ifrni et de Rio de Oro. On obtiendrait ainsi – autour du Maroc – une continuité de territoires espagnols entre la Méditerranée et l'Atlantique, le retour des territoires que l'Angleterre et la France nous ont arrachés au Golfe de Guinée ; l'extension, finalement, de notre Protectorat marocain à l'ensemble de l'Empire Chérifien, la ville de Tanger, bien entendu, incluse » (44). « Plus rien, concluent les auteurs, ne pourra retener l'irrésistible force des événements. Oran retournera très vite, et pour la troisième fois, au sein de la communauté espagnole. Le vieux léopard anglais sera expulsé de sa tanière de Gibraltar et la menace française de l'Algérie

(39) Dans l'une de ses nombreuses conférences sur la politique extérieure « Causas de la esterilidad de la acción exterior de España », Lección inaugural en el Instituto Diplomático y Consular, Madrid, J. Cosano 1925, a dit : « Je ne crois pas nécessaire qu'il faille dire combien aurait changé notre situation dans la côte africaine si au lieu d'abandonner ces places (Oran et Mazalquivir) nous avions concentré nos forces à Oran pour nous étendre à partir de là et dominer peu à peu le pays, pour attaquer l'entreprise que 40 années plus tard la France amorça », p. 19. Jerónimo Becker est aussi l'auteur d'une *Historia de las relaciones exteriores españolas durante el siglo XIX : Apuntes para una historia diplomática*, Madrid 1924-27, 3 volumes.

(40) Dans son ouvrage *Genio de España*, Éditions de « La Gaceta Literaria », Madrid 1932.

(41) Dans son *Discurso a las juventudes de España*, Éditions de « La conquista del Estado », Madrid 1935.

(42) Le quotidien *El Socialista* du 17 Août 1913 insérait un dessin (Tovar ?) intitulé « Tartarin et son chien à la chasse des maures ». Un chasseur obèse et souriant vêtu de salacof, fusil à l'épaule représente la France. Son chien (l'Espagne) est un vieux lion tenu par une chaîne qui indique le « Traité de Paris ».

(43) Instituto de Estudios Políticos, Madrid 1940, p. 19.

(44) *Ibid.*, p. 93.

ne contraindra plus l'indépendance d'une patrie comme la nôtre récemment rachetée » (45).

Un autre ouvrage programmatique de ce que devait être la politique extérieure du nouveau régime est celui de Camilo Barcia Trelles, *Puntos cardinales de la política internacional española* (46). Celui-ci situait chez « l'éparpillée famille musulmane » un des quatre objectifs de la tâche d'envergure impériale que devait être la nouvelle politique.

La relève de Rafael Serrano Suñer au ministère des Affaires étrangères en Septembre 1942, qui coïncidait avec le changement de cap de la guerre mondiale, impliquait des positions moins belligérantes et partisans de la neutralité qui finiraient par faire oublier les revendications sur l'Afrique (47).

La guerre finie, Tanger libérée de l'occupation temporelle espagnole, les velléités impériales se réduisent à la garde maure qui accompagnait le dictateur dans ses déplacements et une attitude arabophile (la « traditionnelle amitié avec les peuples arabes ») dont les fruits viendraient plus tard avec la rupture de l'isolement international du régime du Général Franco (48). En dehors du cas spécial de l'Oranie (49), jusqu'en 1956 le Maghreb se réduit dans la représentation des Espagnols, au Maroc, aux 20 000 km<sup>2</sup> du Protectorat. Tout un courant d'opinion favorable à ce pays est lancé dans les publications officielles (50) et dans les recherches promues par les institutions d'études sur les sujets hispano-arabes tels l'Institut d'Études Africaines du Conseil Supérieur des Recherches Scientifiques (1945) et les Instituts Mouley el Mehdi et Général Franco (51). Ils cherchaient à servir une politique de rapprochement avec les peuples arabes et à « contrecarrer la politique anti-franquiste de la IV<sup>ème</sup> République française » (52).

(45) *Ibid.*, p. 213.

(46) Éditions Falange Española, Año de la Victoria, Madrid 1939.

(47) Cependant des auteurs comme Tomás García Figueras insistait dans *Reivindicaciones de España en el Norte de Africa*, conférence prononcée au Théâtre Principal de Barcelone le 4 Octobre 1942 et éditée à Madrid en 1944, sur les positions d'Areilza et Castiella. Il défendra l'« Euro-Afrique » (« une zone géographique, limitée par les Pyrénées et l'Atlas, qui n'est ni l'Europe ni l'Afrique, mais un pays de transition et trait d'union entre les deux continents »), comme « une des réalités du nouveau monde » (p. 51).

(48) Voir Manuel Espadas Burgos, *Franquismo y política exterior*, Rialp, Madrid 1987, p. 211. Un autre ouvrage à caractère global est celui de José Mario Armero, *La política exterior de Franco*, Planeta, Barcelona 1978. Voir aussi les études d'Angel Viñas, « La politique étrangère et le Ministère espagnol des Affaires étrangères sous le Franquisme » et d'Antonio Marquina, « Opinión pública y política exterior de España (1945-1975) », dans l'ouvrage collectif déjà cité : *Opinion publique et politique extérieure*.

(49) Christiane Dubosson dans « L'action franquiste en Oranie (1939-1942) », publié dans *Espagne et Algérie au XX<sup>e</sup> siècle*, déjà cité, pp. 67-83, fait une analyse détaillée et intéressante.

(50) Comme le numéro monographique de *Vértice*, Revue Nationale de F.E.T. et des J.O.N.S. consacré au Maroc, numéro XXXV, Août 1940, farci de publicités de commerçants de Tanger et Tétouan, ou les nombreux ouvrages édités par le Vice-secrétariat de l'Éducation populaire dans les années quarante, dont celui de Rodolfo Gil Benumeya, *Marruecos Andaluz*, Madrid 1943.

(51) La liste de ces publications, notamment sur l'histoire andalouse, est longue. Par ailleurs, d'autres maisons d'édition privées penchaient pour les ouvrages de rapprochement hispano-marocain. Voir à ce propos l'ouvrage de l'hébraïsant catalan José Millás Vallicrosa, *España y Marruecos. Interferencias históricas hispanomarroquíes*, Editorial Barna, Colección Histórica Laya, Barcelona, s.d.

(52) M. Espadas Burgos, *op. cit.*, p. 211.

L'hostilité envers la France trouva au Maroc un terrain parfait, bien que, comme le signale Charles-André Julien, « la « camaraderie des capitaines » (...) avait permis des ententes de caractère personnel » comme celle de Varela et Juin jusqu'à 1951 (53).

La déposition de Mohamed V servit de prétexte à un éclatement ouvert qui se traduisit par la ferveur populaire hispano-marocaine. Les manifestations orchestrées par le Haut Commissariat, fruit naturellement des bons rapports entre les autorités coloniales et le nationalisme de la zone Nord, furent présentées à l'opinion publique comme un « hommage d'adhésion du peuple du Maroc à l'Espagne de Franco » (54).

Bien que le discours officiel, depuis 1953, portait sur « l'unité, l'indépendance du Maroc, la légitimité et la souveraineté du Sultan et la politique traditionnelle d'amour et de fraternité envers les Marocains » (55), l'indépendance constitua une surprise désagréable qui altéra les relations avec le Maroc. Elle fut acceptée de fait de par la reconnaissance de la fin du Protectorat. Il n'en demeure pas moins une contradiction entre ce discours et l'oubli (56) auquel furent reléguées les questions du Maroc et la lenteur dans la procédure pour reconnaître la souveraineté marocaine des territoires occupés par l'Espagne : Tarfaya retourne au Maroc en 1958 et Ifni ne sera rétrocédé qu'en 1969.

##### 5. – LA DÉMOCRATIE ET L'EUROPE : LE SUD REDEVIENT FRONTIÈRE

Le Sahara Occidental, Ceuta et Melilla, revendiqués par le Maroc, constituent des interférences importantes dans les relations hispano-marocaines pendant la dernière période. La guerre de l'Armée de Libération Marocaine de 1957 réclamant les territoires encore occupés est la preuve qu'il s'agit là, nettement, du premier écueil de cette nouvelle étape. Dans un écrit, le ministre franquiste des Affaires étrangères entre 1945 et 1957, Alberto Martín Artajo, signale aux nouveaux Etats Maghrébins le besoin de s'associer dans l'entreprise de « revalorisation » du Sahara, mais jamais « dans le sens des trompeuses revendications territoriales » (57). Ce seront justement ces revendications qui marqueront le cours de l'histoire des pays maghrébins et de leurs relations avec l'Espagne.

La politique maghrébine des premiers Gouvernements de la transition démocratique espagnole se trouve handicapée par les Accords de Madrid du 14 Novembre 1975 (58). Officiellement, ces accords obligeaient à une relation

(53) *Le Maroc face aux impérialismes*, Paris, Jeune Afrique, 1978, p. 320.

(54) Voir le quotidien *Arriba* du 22 Janvier 1954, qui rapporte le document des notables demandant aux autorités espagnoles la pleine souveraineté du Khalife en zone espagnole et la rupture des liens avec Ben Arafa.

(55) Discours de Franco devant les Cortes Espagnoles, dans « Conducta ejemplar de España en Marruecos », *Africa*, 198 (Juio 1958), p. 2.

(56) Cet oubli se manifeste spécialement dans l'absence de production écrite sur le Maroc et le Nord de l'Afrique jusqu'à nos jours, sauf pour ce qui concerne la question du Sahara Occidental.

(57) *El nuevo emporio del Sahara, empresa euroafricana*, C.S.I.C., Madrid 1958, p. 9.

(58) Sur le sujet, cf. mon article « Marruecos y el Magreb en la política española », dans *Razón y fe*, 1065 (juillet-août 1987), pp. 709-723.

privilegiée avec le Maroc. Cependant, le poids d'une opinion publique plutôt favorable à l'autodétermination du peuple sahraoui et donc proche des thèses algériennes, entrave la position officielle. L'Algérie n'aura pas su jouer cet atout, car elle penchera pour une stratégie d'appui au mouvement indépendantiste des Canaries sans véritable écho dans l'opinion publique canarienne et encore moins dans l'espagnole. Gouvernement de centre-droite et opposition de gauche vont polariser les sympathies envers les deux principaux pays maghrébins. On ne peut pas par conséquent parler de véritable politique maghrébine, en dehors des gestes recherchant un équilibre envers l'un ou l'autre des deux pays rivaux.

Jusqu'à la signature de l'Accord de Pêche avec le Maroc en 1983 et la fin du contentieux du gaz avec l'Algérie en 1985, on n'atteint pas une normalisation des relations avec le Maghreb.

L'Europe se confirme comme centre d'intérêt primordial de la politique extérieure de l'Espagne après l'entrée de celle-ci dans la C.E.E. en Janvier 1986, ce qui donne une nouvelle dimension aux rapports avec le Maghreb. L'Espagne devient la frontière communautaire et se sent obligée, par la pression de ses voisins européens, à exercer une politique de fermeté dans le domaine du contrôle de l'immigration. La Loi sur les Etrangers, promulguée peu avant son incorporation dans la Communauté (59), affronte mal, dès son début, ce problème. Ses défauts discriminatoires créent des tensions à Melilla et Ceuta chez les communautés musulmanes qui représentent un tiers de la population. La loi a été l'objet de critiques profondes de la part de la C.E.E.

L'opinion publique espagnole, qui commence à être bombardée d'informations relatives aux immigrants maghrébins et africains, perçoit d'une façon confuse le problème, comme en donnent la preuve les enquêtes d'opinion. Les tensions vécues pendant l'hiver 1986-87 à Melilla, teintées de confrontations communautaires, ont été comprises par 44 % des personnes interrogées comme des revendications « d'indépendance », malgré le fait que 37 % savaient que les musulmans de Melilla étaient traités comme des « citoyens de seconde zone » (60). Méconnaissance de la question d'un côté, sentiment défaitiste en ce qui concerne les rapports avec le Maroc de l'autre (61), consti-

(59) Loi organique 7/1985 du 1<sup>er</sup> Juillet 1985. Cette loi ignore la situation spéciale des villes de Ceuta et Melilla où un tiers de la population est d'origine marocaine. Sa mise en vigueur a créé de sérieux problèmes dans les deux villes et par conséquence des tensions avec le Maroc. Par ailleurs, la loi discrimine les citoyens originaires des zones colonisées par l'Espagne au Maghreb par rapport aux latino-américains, philippins, équato-guinéens, andorrains, originaires de Gibraltar et même les sépharades qui reçoivent un « traitement préférentiel ».

(60) « Barómetro 71 » sondage réalisé par le *Centro de Investigaciones Sociológicas* dans le domaine national, 12-16 février 1987. 25 % ont compris les protestations comme revendication des pleins droits en tant qu'Espagnols. 30 % reconnaissent ignorer le sujet. 1 % ne répondait pas.

(61) D'autres sondages réalisés par le C.I.S. montrent que les affaires concernant le Maroc ne sont pas bien perçues par les Espagnols. Dans le numéro 68 (novembre 1986), à la question : est-ce que les relations avec nos voisins s'étaient améliorées ou avaient empiré ? 31 % répondaient qu'en ce qui concerne le Maroc, elles avaient empiré, contre 3 % et 4 % qui pensaient la même chose en ce qui concerne le Portugal et la France. Par ailleurs, il est significatif que dans un sondage sur la politique extérieure réalisé par le C.I.S. en janvier 1984, les « relations cordiales avec les pays voisins du Nord de l'Afrique » occupent une place secondaire comparées à des questions comme la « récupération de Gibraltar » ou les « relations avec l'Amérique latine ».

tuent le fond de relations difficiles. Un exemple qui illustre parfaitement cette attitude fut la réaction irresponsable des médias espagnols lors de la visite officielle à Madrid de Hassan II, en septembre 1989, sous prétexte d'interpréter les sentiments de l'opinion publique effectivement indisposée contre tout ce qui concerne le Maroc.

Il n'y a pas lieu finalement de qualifier le rôle de l'opinion publique d'élément perpétuellement présent dans la vie de la politique extérieure de l'Espagne. Il faudrait souligner plutôt que sa présence a été la conséquence d'une action (parfois manipulation) menée par les publicistes, les groupes de pression, les politiciens qui ont agi sur le substrat collectif exaltant les valeurs internes et dénigrant les externes. Le nationalisme a parrainé aussi bien l'expansionnisme anti-marocain de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que le néo-impérialisme pro-marocain des années trente et quarante du XX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, l'euphorie européenne des années quatre-vingt cache un mépris envers les civilisations méridionales qui n'a pas encore atteint le degré de racisme par défaut de contact réel avec ces populations. Les migrations croissantes en provenance du Sud se chargeront, si on n'y oppose pas de mesures, de favoriser les risques de réactions xénophobes chez la population espagnole, difficilement évitables après plusieurs siècles d'isolement.